

La conjoncture dans le Bâtiment et les Travaux Publics



**Livre blanc 2007
Rhône**

**Perspectives à court et
moyen termes**

**Cellule Economique Rhône-Alpes
Edition 2007**

Sommaire

Vue d'ensemble

Une année dynamique pour le Bâtiment et les Travaux Publics-----page 3

- Vue d'ensemble de l'activité en France page 3

L'activité Bâtiment dans le Rhône

Bilan 2006 : une nouvelle année record - 2007 : progression plus modérée ----- Page 6

- Croissance de la construction neuve de logements Page 6
- Les aides à la production de logements sociaux.....page 10
- Commercialisation des logements neufspage 12
- Hausse sensible des mises en chantier de locauxpage 14
- Bilan 2006 positif et perspectives favorables dans l'amélioration-entretienpage 14

L'activité Travaux Publics dans le Rhône

- Des carnets de commande « bien remplis »page 21
- Les projets routiers du Conseil Général du Rhône.....page 21
- Le volet routier du Contrat de Plan Etat-Région.....page 23
- Une production limitée par l'insuffisance de personnelpage 24

Une année dynamique pour le Bâtiment et les Travaux Publics

« Vue d'ensemble de l'activité en France »

Selon les dernières études de la direction des Affaires économiques et internationales (DAEI), le secteur de la construction a affiché en 2006 une croissance supérieure à 5 % et une progression de l'emploi de l'ordre de 4 %, soit 58 000 emplois créés. Pour 2007, les indicateurs annoncent une poursuite de la croissance à un rythme moindre (2,7 %) qui resterait néanmoins supérieur à celui de l'économie générale, avec encore une progression pour le secteur du logement neuf et une hausse des effectifs comprise entre 22 000 et 35 000.

2006 : nouveau record pour la construction de logements neufs

Le secteur de la construction a connu en 2006 une croissance globale de 5,1 % en volume - soit deux fois et demie plus que le PIB - provenant à la fois du Bâtiment (+ 5,3 %) et des Travaux Publics (+ 4,5 %) :

Bâtiment : la progression globale de l'activité a atteint 5,3 % pour le bâtiment. en 2006. Ce secteur reste tiré par la construction de logements neufs. Le record établi en 2005 (410 000 mises en chantier) a été dépassé avec 436 000 mises en chantier, soit une hausse de 6 %. Le contexte de la forte demande de logements, les bonnes conditions de prêt ainsi que la politique mise en œuvre en faveur de l'investissement locatif, du logement social et de l'accès à la propriété expliquent ces résultats. L'ensemble des segments du logement, individuel et collectif, privé et social, ont progressé en 2006. La construction de logements sociaux par la seule maîtrise d'ouvrage sociale et publique a progressé de plus de 9 %, soit 47 000 logements sociaux mis en chantier (hors logements réhabilités et logements sociaux des secteurs associatif et privé). Au final, l'activité de construction de logements neufs a crû de 10,2 %. Après plusieurs années difficiles, la construction neuve des bâtiments non résidentiels a connu une croissance d'activité de 6,5 % en 2006, portée surtout par la commande privée très bien orientée (+ 8,3 %) notamment en matière de bureaux et de bâtiments industriels et de stockage. La commande publique a augmenté plus modérément (+ 2,1 %), malgré une croissance soutenue dans les secteurs de la culture, des loisirs et de la santé. Au total, près de 50 millions de m² ont été autorisés et plus de 39 millions commencés. Cette activité a ainsi retrouvé en 2006 le rôle moteur qu'elle avait abandonné depuis 2002. Une telle croissance n'avait pas été observée depuis l'année 2001. L'activité d'entretien-amélioration est restée bien orientée, avec une hausse de la production de l'ordre de 1,5 % en volume dans le secteur du logement comme dans celui du bâtiment non résidentiel ;

Travaux Publics : en 2006, les Travaux Publics ont connu une croissance de l'ordre de 4,5 % (après 2,7 % en 2005). Les entreprises ont bénéficié de la progression des investissements des donneurs d'ordres publics (+ 4,2 %) comme privés (5,3 %). La commande publique a profité notamment des crédits de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) en faveur du volet routier des contrats de plan Etat-régions ainsi que de la hausse des investissements des collectivités locales. La commande privée a été portée par la vitalité des travaux associés au bâtiment neuf et par les chantiers autoroutiers privés.

Avec un chiffre d'affaires de 162 milliards d'euros et des effectifs en hausse de 58 000 salariés ou équivalents (après 63 000 en 2005), le secteur a confirmé son rôle moteur dans l'économie française.

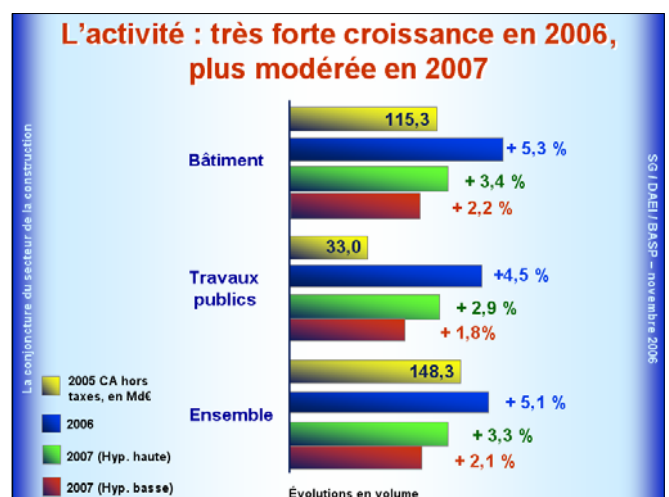
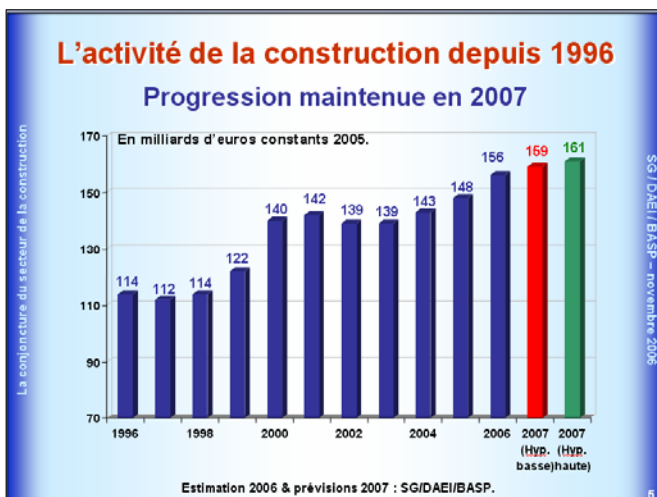
2007 : l'activité progresserait encore, avec un « atterrissage en douceur » pour le secteur du logement neuf

En 2007, l'activité devrait continuer à progresser mais à un rythme plus modéré (+ 2,7 % en moyenne), avec une évolution très comparable dans le secteur du Bâtiment (+ 2,8 %) et dans celui des Travaux Publics (+ 2,4 %) :

Bâtiment : l'activité liée à la construction de logements neufs connaîtrait une croissance encore forte en 2007, proche de 4 % en moyenne. La hausse des prix des logements, la relative hausse des taux d'intérêt et la reconstitution des stocks de logements proposés à la vente sont de nature à freiner les projets. Mais les besoins restent élevés et le nombre de logements neufs mis en chantier pourrait atteindre 444 000 (soit + 2,4 % en moyenne). La construction de logements sociaux devrait rester soutenue, grâce au plan de cohésion sociale, avec la mise en chantier d'environ 52 000 nouveaux logements (hors logements réhabilités et logements sociaux des secteurs associatif et privé), soit une nouvelle hausse de plus de 10 % par rapport à 2006. La construction de bâtiments non résidentiels devrait conserver une croissance soutenue (+ 3,7 % en moyenne), avec une orientation particulièrement dynamique pour les bureaux mais une baisse attendue de l'activité liée à la commande publique après le point haut atteint en 2006. L'activité d'entretien-amélioration poursuivrait sa croissance à un rythme de 1,6 % ;

Travaux Publics : la croissance devrait se poursuivre à un rythme de l'ordre de 2,4 %, portée par la vitalité des investissements de l'Etat (+ 6,3 %) et des collectivités locales (1,8 %), ainsi que par la progression de la commande privée (+3,1 %). L'Etat devrait constituer un donneur d'ordre particulièrement actif en raison des crédits affectés aux infrastructures dans le cadre de l'AFITF.

Dans ces conditions, l'emploi connaîtra une dixième année de croissance consécutive dans le secteur, avec la création de 22 000 à 35 000 postes supplémentaires. L'effectif salarié total, y compris l'intérim, serait alors compris entre 1 567 000 et 1 580 000 personnes.



L'activité Bâtiment dans le Rhône

Bilan 2006 : une nouvelle année record 2007 : progression plus modérée

Le secteur de la construction a affiché en Rhône-Alpes en 2006 une croissance en volume, de 5.3 % et une progression de l'emploi de l'ordre de 4%, soit 5700 emplois créés.

Pour le seul secteur du Bâtiment : la croissance s'établit à près de 5.6% en volume pour un chiffre d'affaires de 14 milliards d'euros.

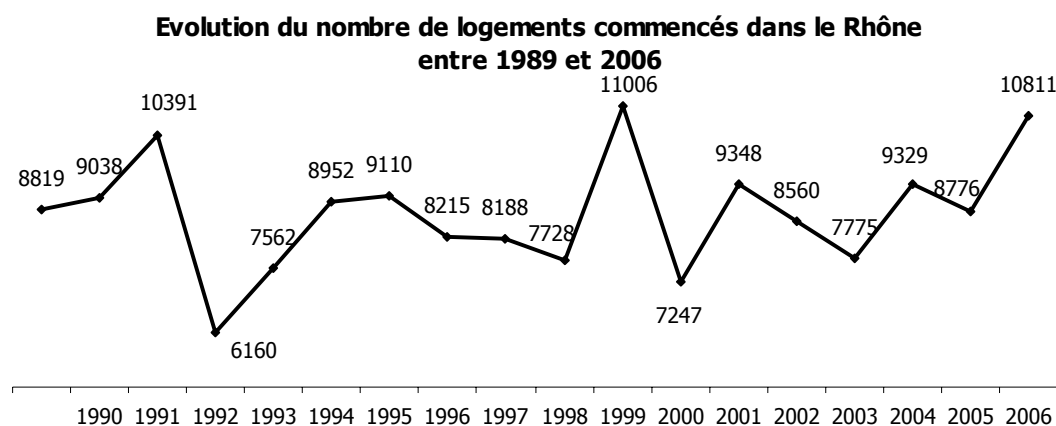
Croissance de la construction neuve de logements

48 699 logements ont été mis en chantier en 2006 en Rhône-Alpes, soit une croissance de 3,6% sur un an. Rhône-Alpes reste ainsi la première région de France avec 11,6% des mises en chantier nationales. Le secteur des logements collectifs, qui représente 54% des mises en chantier de logements en Rhône-Alpes, connaît une croissance particulièrement soutenue : +14,8% alors que le secteur individuel recule de -6,3%.

Les disparités à l'intérieur de la région sont importantes.

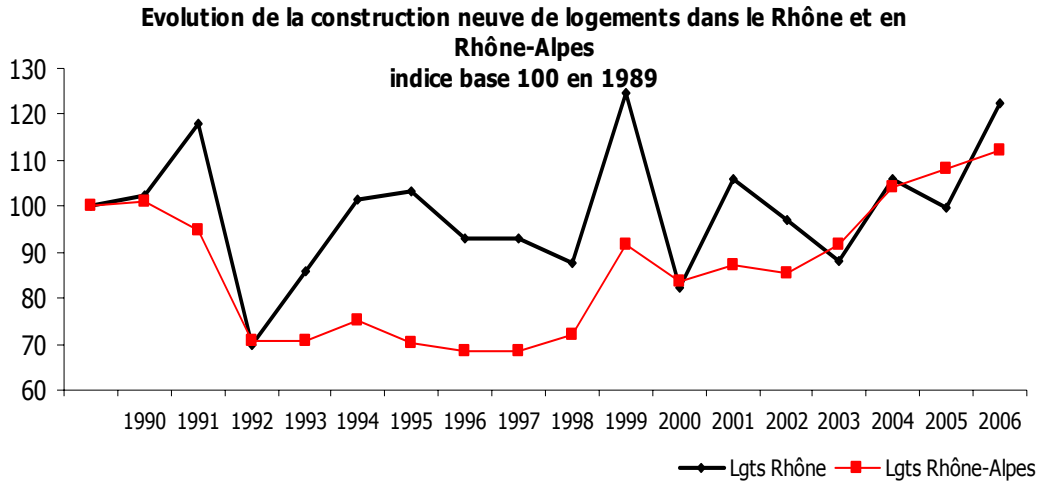
La hausse des mises en chantier de logements a été particulièrement soutenue dans le Rhône (+23,2%) et en Haute-Savoie (+12,3%).

10 811 logements ont été mis en chantier dans le département du Rhône en 2006.



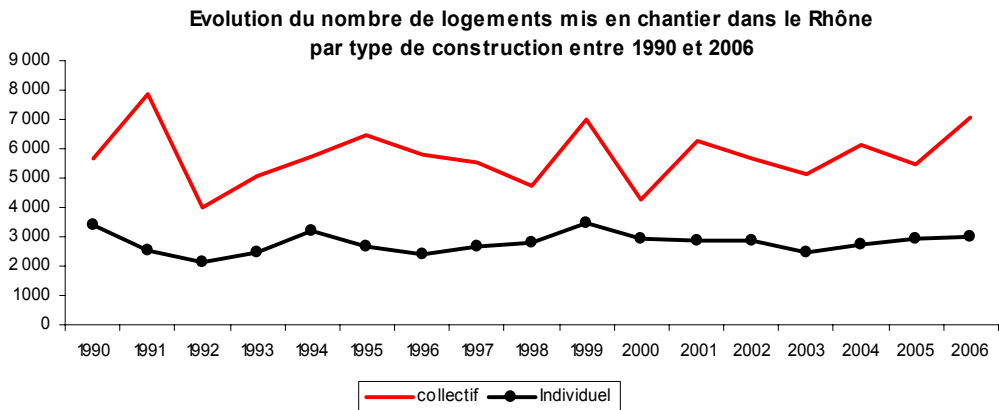
Source :CERA /DRE - Division Habitat Logements Statistiques / DAEI SES SITADEL

Unité : 1logement



Source :CERA /DRE - Division Habitat Logements Statistiques / DAEISES SITADEL- Unité : 1logement

Les mises en chantier de logements collectifs (7 081 logements en 2006) augmentent de près de 30% alors que le secteur individuel (2 999 logements en 2006) augmente de 3%



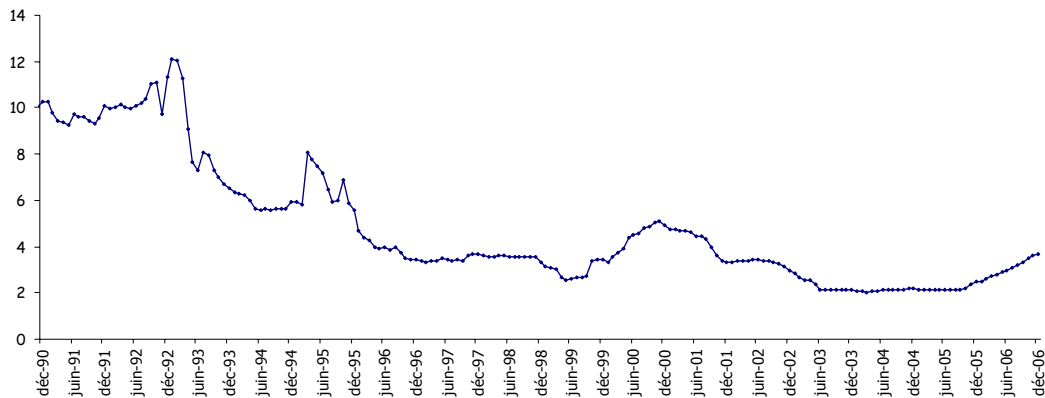
Source :DRE - Division Habitat Logements Statistiques / DAEISES SITADEL

Unité : 1logement

Pour 2007, les premiers indicateurs annoncent une poursuite de la croissance à un rythme moindre (2.5% en volume en Rhône-Alpes) avec encore une progression pour le secteur du logement neuf et pour le secteur des locaux à usage autre qu'habitation.

Même s'il faut rester prudent quant au taux de transformation des permis de construire en ouverture de chantier, les autorisations de construire restent bien orientées dans le secteur des logements (+13,4%) et permettent d'envisager une poursuite de la hausse des mises en chantier de logements dans les mois à venir. Cette légère hausse serait portée par le logement collectif alors que le logement individuel enregistrerait une baisse des mises en chantier.

Evolution des taux d'intérêt de 1990 à 2006



Source : Banque des règlements internationaux - Unité : %

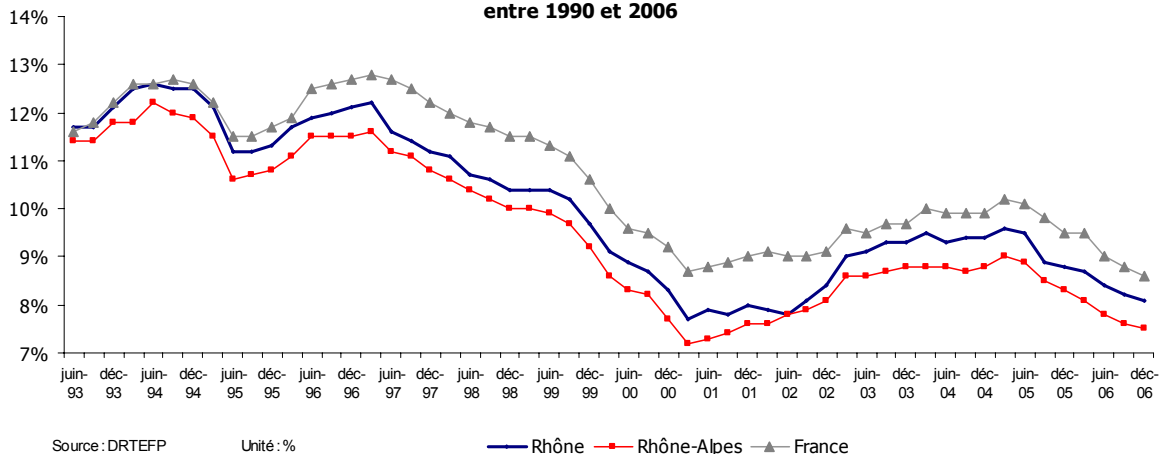
Une demande potentielle de logements qui tend à s'accroître

La crise du logement n'épargne pas Rhône-Alpes, où les besoins en construction sont forts. On estime à 50 000 logements par an les besoins en construction nécessaire à la stabilisation du marché. Plusieurs facteurs entrent en jeu et s'ajoutent. En effet, d'après les évolutions récentes (mesurées en particulier par la taxe d'habitation), la population de la région s'accroît à la fois par un solde naturel très excédentaire et par une accélération des migrations vers Rhône-Alpes. Par ailleurs, la baisse de la taille moyenne des ménages (due à la cohabitation des couples et au plus grand nombre de personnes âgées isolées), est un phénomène de fond dans toutes les sociétés occidentales. Rhône-Alpes, bien sûr, suit cette tendance (les ménages sont passés de 2,43 à 2,36 personnes en moyenne entre 1999 et 2005). Mécaniquement, cela implique que même à population constante le nombre de ménages, donc de résidences principales, s'accroît.

Par ailleurs, il faut aussi compenser les démolitions de logements vétustes et maintenir le taux de vacance à un taux raisonnable. La vacance s'établit actuellement à 6% du parc total, il ne paraît guère possible de descendre plus bas sans que ce soit le signe d'un blocage complet du marché. Enfin, il y a, en particulier dans les stations de sport d'hiver, une forte demande de résidences secondaires qui vient parfois concurrencer la construction de résidences principales.

Malgré une croissance continue depuis quelques années, la construction neuve atteint difficilement le niveau de 50 000 logements neufs par an. Au moins deux raisons freinent le développement de la construction, le manque de main d'œuvre qualifiée et les difficultés d'accès au foncier.

Evolution du taux de chômage dans le Rhône, en Rhône-Alpes et en France entre 1990 et 2006

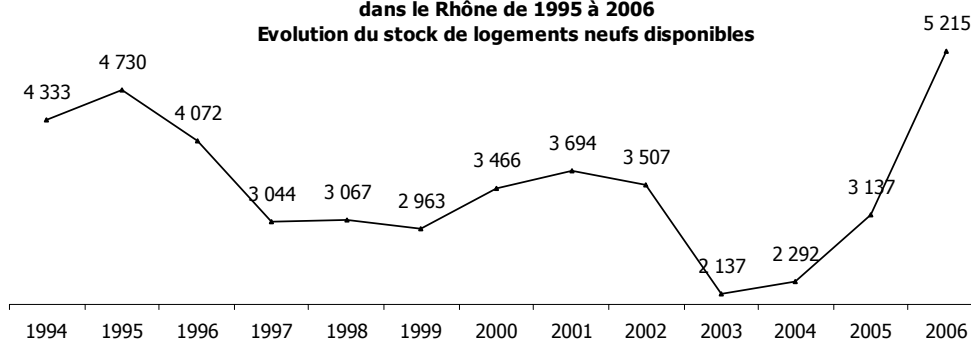


Source: DRTEFP

Unité : %

—●— Rhône —■— Rhône-Alpes —▲— France

Commercialisation des logements neufs dans le Rhône de 1995 à 2006 Evolution du stock de logements neufs disponibles



Source : DRE Rhône-Alpes - Division Habitat, Logement et Statistiques - Unité : logement

Des évolutions sensiblement différentes selon les départements

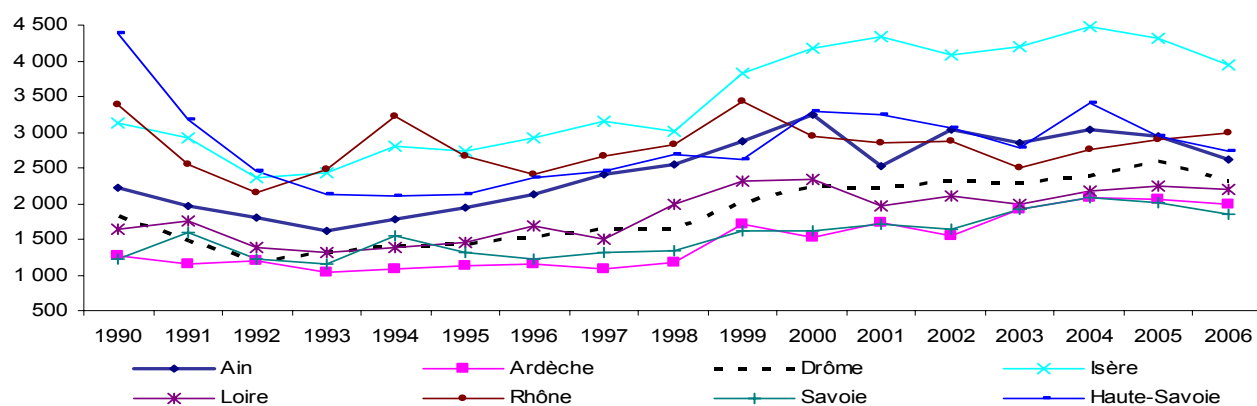
	Logements individuels				Logements collectifs				Total des logements *						
	2005	2006	2006 / 2005	% départ sur RA	2005	2006	2006/2005	% départ sur RA	2005	2006	2006 / 2005	% départ sur RA			
Ain	2 942	2 616	-11,1%	↓	13%	2 111	1 627	-22,9%	↓	6%	5 077	4 495	-11,5%	↓	9%
Ardèche	2 062	1 977	-4,1%	↓	10%	494	510	+3,2%	↗	2%	2 695	2 530	-6,1%	↓	5%
Drôme	2 582	2 322	-10,1%	↓	11%	1 385	1 280	-7,6%	↓	5%	4 275	3 797	-11,2%	↓	8%
Isère	4 321	3 937	-8,9%	↓	19%	3 605	4 598	+27,5%	↗	17%	8 096	8 620	+6,5%	↗	18%
Loire	2 246	2 187	-2,6%	↓	11%	1 123	1 421	+26,5%	↗	5%	3 582	3 608	+0,7%	↔	7%
Rhône	2 903	2 999	+3,3%	↗	15%	5 464	7 081	+29,6%	↗	27%	8 776	10 811	+23,2%	↗	22%
Savoie	2 011	1 849	-8,1%	↓	9%	3 555	3 321	-6,6%	↓	13%	6 125	5 442	-11,2%	↓	11%
Haute-Savoie	2 943	2 726	-7,4%	↓	13%	5 229	6 519	+24,7%	↗	25%	8 369	9 396	+12,3%	↗	19%
Rhône-Alpes	22 010	20 613	-6,3%	↓	100%	22 966	26 357	+14,8%	↗	100%	46 995	48 699	+3,6%	↗	100%

Source : Ministère de l'Équipement DAEI-SITADEL

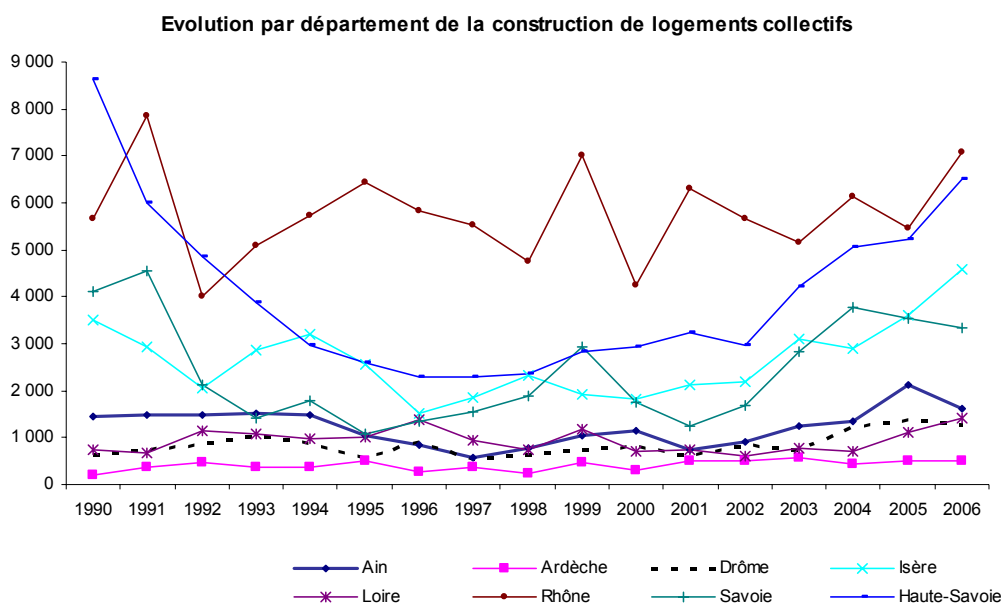
unité : 1logement

* y compris logements en résidence

Evolution par département de la construction de logements individuels



Source : CERA/DRE - Division Habitat Logements Statistiques / DAEISES SITADEL - Unité : 1logement



Source : CERA/DRE - Division Habitat Logements Statistiques / DAEISES SITADEL - Unité : 1logement

Les aides à la production de logements sociaux

La mise en œuvre du volet logement du plan de cohésion sociale 2006 en région Rhône-Alpes s'est concrétisée par un objectif global de production de :

- 9 220 logements locatifs pour le parc public
- 2 947 logements à loyers maîtrisés, 1 669 sorties de vacance et 818 sorties d'habitat indigne pour le parc privé.

Pour atteindre cet objectif, le montant des enveloppes de crédits affectés initialement à la région s'élève à :

- 34 500 000 € pour le parc public
- 47 546 298 € pour le parc privé.

Les négociations conduites sur le territoire du Grand Lyon, entre l'État et la Communauté Urbaine de Lyon, ont conduit à redéployer une enveloppe de 920 000 € du parc privé vers le parc public, dans le respect de la dotation initiale. Par ailleurs, le cabinet du Ministre s'est engagé, le 22 décembre 2005, à déléguer un complément de 0.5 M€ fléché sur la délégation de compétence au Grand Lyon. Compte tenu de ces éléments, la répartition des moyens financiers devient la suivante :

- 35 920 000 € pour le parc public
- 46 626 298 € pour le parc privé

Pour le parc public, l'objectif régional de production et l'enveloppe budgétaire y-afférente ont donc été ventilés comme suit :

	Objectif de production PLUS/PLAI	Objectif de production PLS	Objectif total	Dotation budgétaire 65-48/10
Ain	625	286	911	3 160 821 €
Ardèche	302	115	417	1 478 989 €
Drôme	408	209	617	1 998 104 €
Isère hors délégataires	397	196	593	1 944 234 €
Grenoble-Alpes Métropole	692	308	1 000	3 948 942 €
CA du Pays Viennois	29	30	59	142 022 €
CA du Pays Voironnais	89	17	106	435 861 €
Loire	535	329	864	3 090 063 €
Rhône hors délégataire	431	113	544	872 212 €
Communauté Urbaine de Lyon	1350	700	2 050	11 099 905 €
Savoie	500	228	728	2 448 657 €
Haute-Savoie hors délégataire	785	296	1 081	4 064 392 €
CC de l'Agglo Annemassienne	187	63	250	1 235 798 €
Total Région	6 330	2 890	9 220	35 920 000 €

Le nombre de logements CDC financés s'élevé à fin décembre 2006 à 6 672 unités dont 5 804 hors ANRU, production supérieure à celle de 2005. En effet, à fin décembre 2005, le nombre de logements CDC financés s'élevait à 6 496 unités dont 5 101 hors ANRU.

Il se décompose en :

- 5 247 PLUS
- 867 PLAI
- 558 PLUS-CD

Sur ces 6 672 logements, seuls 868 relèvent des financements ANRU. L'objectif de production de logements locatifs sociaux hors ANRU assigné à la région est ainsi réalisé à 92%, contre 86% en décembre 2005. Cet indicateur témoigne des efforts déployés par l'ensemble des partenaires pour atteindre les objectifs ambitieux fixés par le plan de cohésion sociale.

Les logements hors ANRU ont été financés à 47% par les délégataires. Le Grand Lyon a financé 1 248 logements soit 22% de la production régionale 2006.

Le nombre d'agréments PLS mobilisés atteint 2 872 unités (hors 493 PLS Foncière), résultat supérieur à celui de fin décembre 2005 (2 762 agréments).

Le département de la Haute-Savoie (hors délégataire) a réalisé à lui seul 18% de cette production avec une consommation de 520 agréments.

En matière d'autorisations d'engagement, la consommation régionale s'élevé à 35.9 M€, contre 34.8 M€ à fin décembre 2005.

HORS ANRU Rhône-Alpes	Consommation à fin décembre 2006	Consommation à fin décembre 2005	Consommation à fin décembre 2004	Ecart 2006/2005
Logements CDC	5 804 logts	5 101 logts	4 701 logts	
Dont PLA I	812 logts	719 logts	796 logts	+13.8%
Dont PLUS-CD	0 logts	152 logts	127 logts	
Agréments PLS	2 872	2 762	2 137	+4%
Part Offre Nouvelle	81%	71%	67%	
Part PALULOS	9%	17%	19%	
PALULOS en logts ^(*)	3 548 logts	5 282 logts	3 945 logts	-32.8%
Urgence	1 482 k€	1 623 k€	159 k€	-8.7%
Démolitions	410 k€	202 k€	1 052 k€	+103%
Qualité de Service	1 136 k€	1 196 k€	888 k€	-5%
Etudes-animation	753 k€	1 255 k€	2 420 k€	-44.6%

Les opérations financées sur crédits ANRU

En 2006, les départements de l'Ain, de l'Isère, de la Loire, **du Rhône** et de la Savoie ont engagé des crédits **ANRU** pour un montant global de **28.2 M€** sur un total disponible pour l'ensemble de la région de 209 M€. Ainsi, seuls **13.5%** des crédits ANRU mis à disposition des départements ont été consommés.

Dans ce cadre, 868 logements CDC offre nouvelle ont été financés (dont 558 logements PLUS-CD, 255 PLUS et 55 PLA I) et 2 806 logements ont été réhabilités (hors petits travaux).

	Nombre de logements CDC financés				Nombre de logements PLS agréés		
	Consommation totale	dont consom ^o hors ANRU	Objectif hors ANRU	Taux réalisation	Consommation	Disponible	Taux consom ^o
Ain	709	709	625	113,4%	303	286	105,9%
Ardèche	303	303	302	100,3%	191	115	166,1%
Drôme	471	471	408	115,4%	181	209	86,6%
Isère	559	314	397	79,1%	253	196	129,1%
GAM	657	657	692	94,9%	310	308	100,6%
Vienne	27	27	29	93,1%	10	30	33,3%
Voiron	32	32	89	36,0%	12	17	70,6%
Loire	582	551	535	103,0%	211	329	64,1%
Rhône	694	268	431	62,2%	74	113	65,5%
Lyon	1 248	1 248	1 350	92,4%	496	700	70,9%
Savoie	648	482	500	96,4%	291	228	127,6%
Hte-Savoie	675	675	785	86,0%	520	296	175,7%
Annemasse	67	67	187	35,8%	20	63	31,7%
DRE						0	
Rhône-Alpes	6 672	5 804	6 330	91,7%	2 872	2 890	99,4%

Commercialisation des logements neufs

Le marché de l'immobilier a continué à se détendre fin 2006. La construction est toujours très vive alors que les ventes ne progressent plus. Le stock de logements et les délais de vente ont donc augmenté. Pour autant, on n'assiste pas encore à la fin de la hausse des prix.

Quelques chiffres sur le seul marché de l'immobilier en Rhône-Alpes :

- 22 300 mises en ventes ont été effectuées en 2006, soit une hausse de 11%.
- 17 627 ventes ont été conclues en 2006, soit une hausse de 2,8%, hausse inférieure aux mises en vente.
- Le stock de logements disponibles a donc fortement augmenté. Il est désormais de 14 000 logements : il a pratiquement triplé en trois ans.

- Le prix moyen de vente au m² des appartements reste pourtant orienté à la hausse. Il a dépassé 3000 €/m².
- Le prix moyen de vente au m² des logements individuels approche 2 900 euros.
- Le délai d'écoulement des stocks est de 13 mois en moyenne, il a donc fortement augmenté.

On peut faire 3 constats sur le marché de l'immobilier :

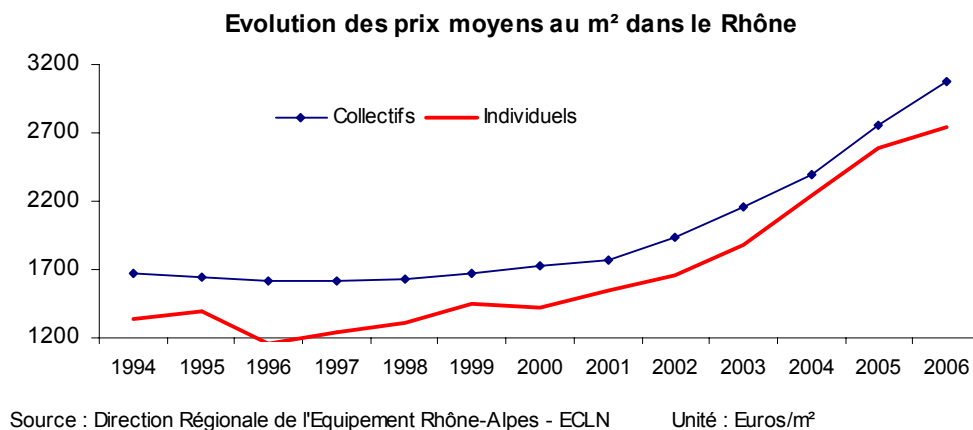
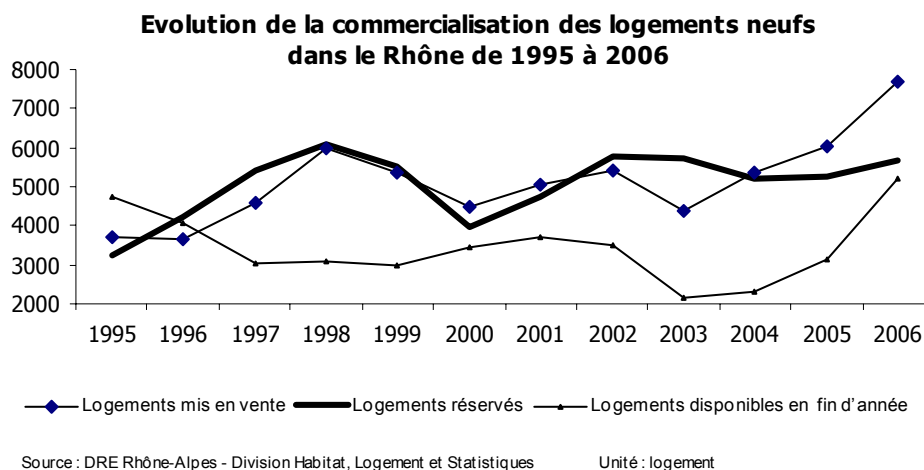
- Ralentissement de la hausse des prix. Il n'existe pas de risque d'éclatement de la bulle immobilière et donc pas de risque d'effondrement brutal des marchés.
- baisse de la proportion de primo accession (ménages accédant à la propriété n'ayant jamais réalisés d'opérations immobilières au préalable).
- La hausse des prix a été absorbée par l'amélioration des conditions de crédits.

Dans le département du Rhône, l'offre de logements neufs a progressé de près de 28% pour atteindre 7 704 logements mis en vente en 2006.

Parallèlement la demande de logements a progressé à un rythme moins soutenu : 5 700 transactions dans le Rhône en 2006, soit +7,6%. Dans ce contexte les stocks ont sensiblement augmenté (+66%).

Sur l'ensemble du département du Rhône, les prix ont augmenté régulièrement pour culminer à 3 081 €/m² dans le secteur collectif et 2 737 euros du m² dans le secteur individuel.

Dans le Grand Lyon, les prix s'établissent en moyenne à 3 156 €/m² dans le secteur collectif et à 3 009 €/m² dans le secteur individuel.



Rhône	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Logements mis en vente	4 610	6 004	5 379	4 481	5 056	5 427	4393	5 354	6 034	7 704
Logements réservés	5 427	6 099	5 494	3 982	4 720	5 766	5 709	5 191	5 267	5 666
Logements disponibles en fin d'année	3 044	3 067	2 963	3 466	3 694	3 507	2 137	2 292	3 137	5 215

Prix moyen du m ² (en €)	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Individuels Rhône	1 307	1 444	1 418	1 546	1 658	1 885	2 241	2 593	2 737
Collectifs Rhône	1 624	1 679	1 725	1 773	1 937	2 160	2 393	2 753	3 081
Individuels Grand Lyon	1 332	1 509	1 408	1 568	1 698	1 892	2 385	2 852	3 009
Collectifs Grand Lyon	1 643	1 694	1 739	1 783	1 971	2 199	2 436	2 808	3 156

Hausse sensible des mises en chantier de locaux en 2006, qui devrait se poursuivre en 2007

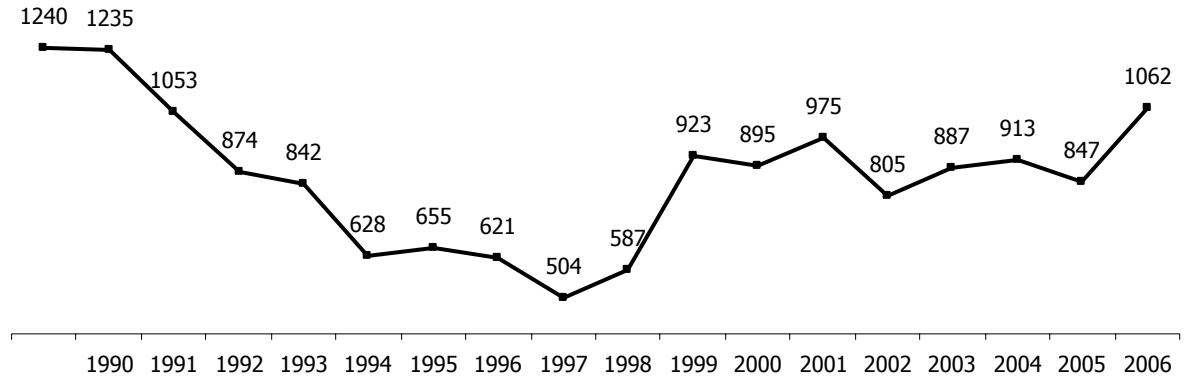
Dans le domaine des locaux à usage autre qu'habitation, la hausse des mises en chantier est installée. Elle s'établit à 7,4% en 2006, pour atteindre 3 651 milliers de m² mis en chantier en Rhône-Alpes.

La hausse a été particulièrement sensible dans l'Ain (+45,8%), le Rhône (+25,3%) et en Haute-Savoie (+16,1%).

Dans le Rhône, on a pu observer en 2006 :

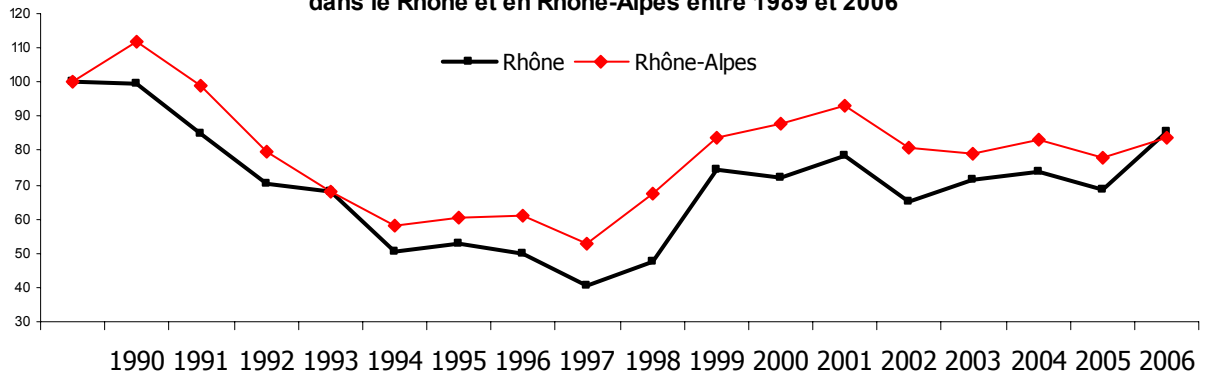
- Une croissance soutenue des Bâtiments industriels (+19.3%) qui devrait se poursuivre en 2007
- une forte croissance des équipements collectifs de santé avec la montée en puissance du plan « Hôpital 2007 ». Ce secteur d'activité pourrait cependant connaître un net tassement en 2007
- Une croissance des mises en chantier de Bureaux (+40%) qui devrait se poursuivre en 2007.

Evolution du nombre de m² de locaux mis en chantier dans le Rhône entre 1989 et 2006



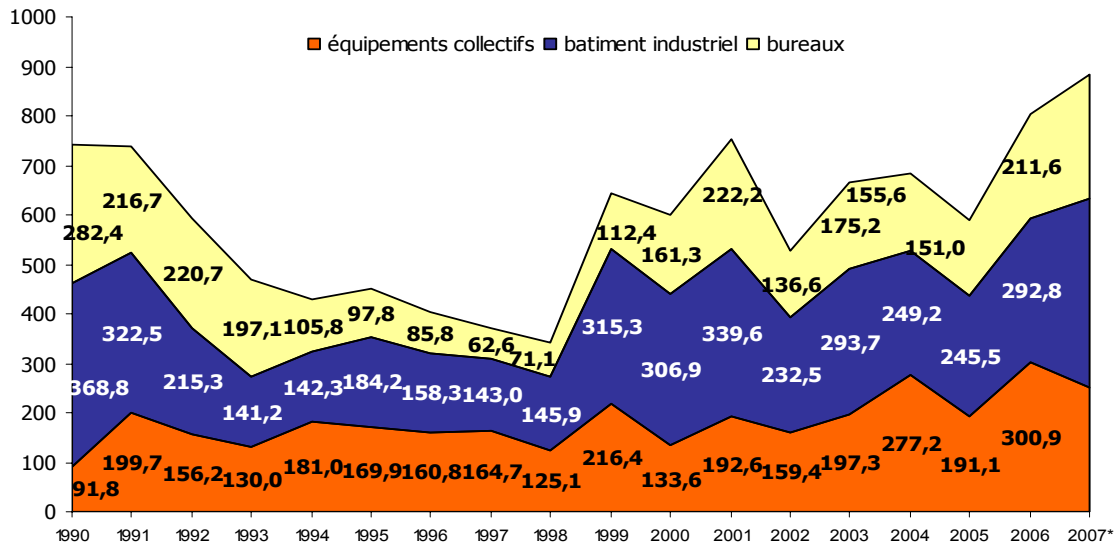
Source : CERA/ DRE Rhône-Alpes - Division Habitat Logement statistiques/DAEISES SITADEL - Unité : milliers de m²

Evolution du nombre de m² de locaux mis en chantier dans le Rhône et en Rhône-Alpes entre 1989 et 2006



Source : CERA/DRE Rhône-Alpes - Division Habitat Logement statistiques/DAEISES SITADEL - Unité : milliers de m² - Indice base 100 en 1989

Evolution du nombre de m² de bâtiments industriels, équipements collectifs et bureaux mis en chantier dans le Rhône entre 1990 et 2006



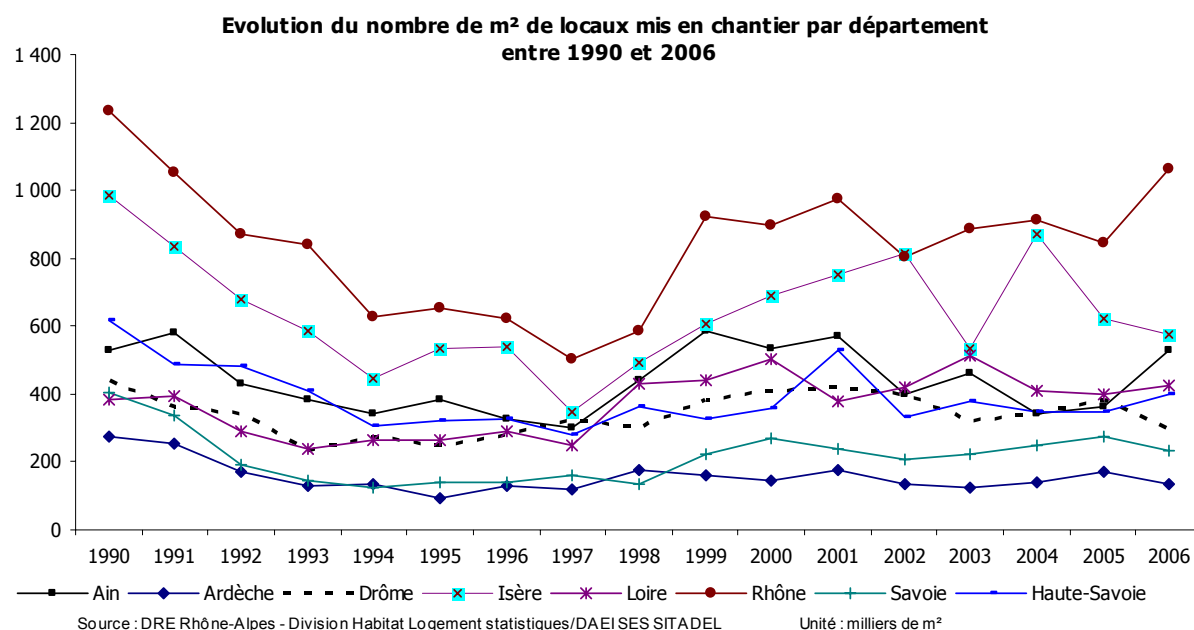
Source : CERA / DRE Rhône-Alpes - Division Habitat Logement statistiques/DAEISES SITADEL - Unité : milliers de m² - *Estimation CERA

Des évolutions sensiblement différentes selon les départements

	Const Agricoles hors stockage				Bâtiments industriels				Bureaux et commerces				Total			
	2005	2006	2006/2005		2005	2006	2006/2005		2005	2006	2006/2005		2005	2006	2006/2005	
Ain	83,8	72,8	-13,1%	⬇	109,1	219,0	+100,7%	⬆	59,7	73,2	+22,6%	⬆	361,0	526,5	+45,8%	⬆
Ardèche	33,1	29,0	-12,4%	⬇	25,0	24,9	-0,4%	↔	30,3	25,8	-14,9%	⬇	169,8	133,5	-21,4%	⬇
Drôme	52,2	41,0	-21,5%	⬇	127,1	109,2	-14,1%	⬇	82,8	74,9	-9,5%	⬇	383,0	296,4	-22,6%	⬇
Isère	48,7	41,8	-14,2%	⬇	232,8	168,5	-27,6%	⬇	123,0	175,0	+42,3%	⬆	620,8	578,0	-6,9%	⬇
Loire	121,8	130,1	+6,8%	⬆	114,2	114,2	+0,0%	↔	87,8	50,0	-43,1%	⬇	398,3	423,3	+6,3%	⬆
Rhône	52,4	55,4	+5,7%	⬆	245,5	292,8	+19,3%	⬆	217,6	269,7	+23,9%	⬆	847,4	1062,2	+25,3%	⬆
Savoie	25,5	22,1	-13,3%	⬇	82,8	61,6	-25,6%	⬇	84,8	50,8	-40,1%	⬇	274,1	231,4	-15,6%	⬇
Haute-Savoie	31,4	42,7	+36,0%	⬆	75,6	107,2	+41,8%	⬆	103,6	97,5	-5,9%	⬇	345,0	400,7	+16,1%	⬆
Rhône-Alpes	449,1	434,9	-3,2%	⬇	1 011,9	1 097,2	+8,4%	⬆	789,3	816,1	+3,4%	⬆	3 398,4	3 651,2	+7,4%	⬆

Source : Ministère de l'Équipement DAEI-SITADEL

unité : milliers de m²

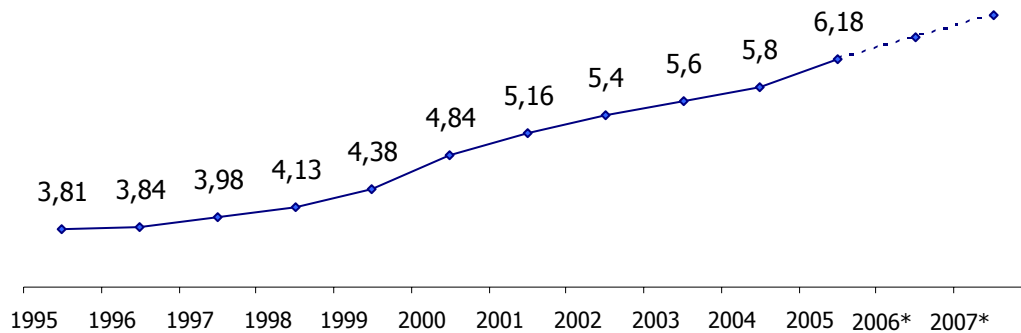


Bilan 2006 positif et perspectives 2007 favorables dans le secteur de l'amélioration-entretien de logements et locaux

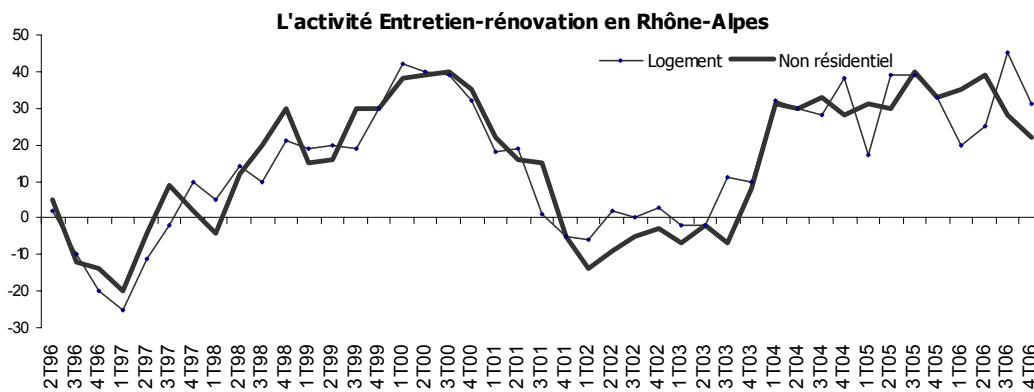
Le volume de travaux lié à l'entretien - amélioration a enregistré une progression soutenue en 2006.

En 2007, dans ce domaine, qui représente un peu moins de la moitié de l'activité Bâtiment, l'activité devrait rester bien orientée. Si la TVA à taux réduit continue à dynamiser les travaux d'entretien - rénovation dans le logement, la reprise sur le marché de l'entretien du non résidentiel devrait se poursuivre.

Evolution du chiffre d'affaires Entretien-Rénovation logement et locaux en Rhône-Alpes



Source : CERA - Unité : Milliards d'Euros - *estimation CERA



Source : Baromètre Entretien-Rénovation DAEI

Unité : sols des d'opinions en % : écart entre le pourcentage des réponses "en hausse" et le pourcentage des réponses "en baisse"

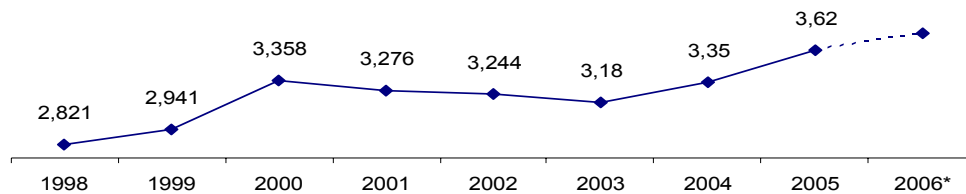
L'activité des Travaux Publics dans le Rhône

Bilan 2006 positif pour l'activité des Travaux Publics

L'activité des entreprises de Travaux Publics en Rhône-Alpes (3,8 milliards d'euros en 2006) est restée bien orientée, portée par la commande des collectivités locales et par la clientèle privée. Les perspectives pour 2007 semblent cependant moins favorables avec une dégradation plus marquée de la commande publique « Etat et collectivités locales ». Les carnets de commande sont restés, tout au long de l'année 2006, à un niveau élevé : 5 mois de travail sont actuellement assurés par les travaux en cours et par ceux à effectuer.

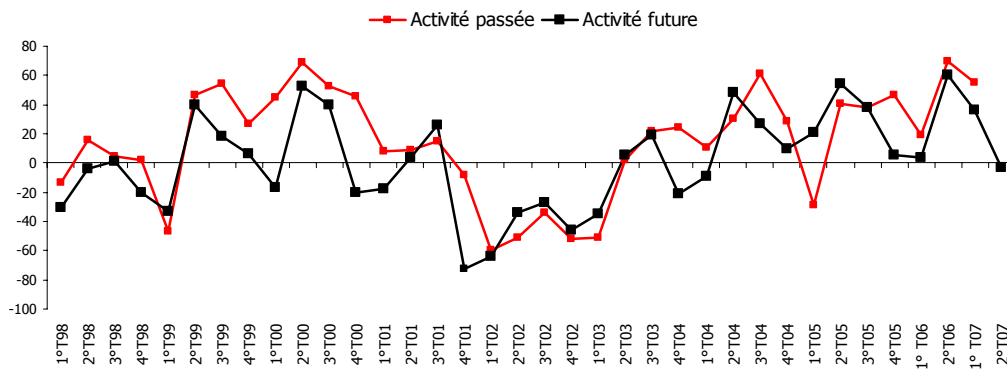
Fin 2006, les conditions climatiques ont limité l'augmentation de la production (pour 29% des entreprises), mais la principale raison reste, pour 51% des entreprises, l'insuffisance de personnel qualifié.

Evolution du chiffre d'affaires des travaux réalisés dans la région



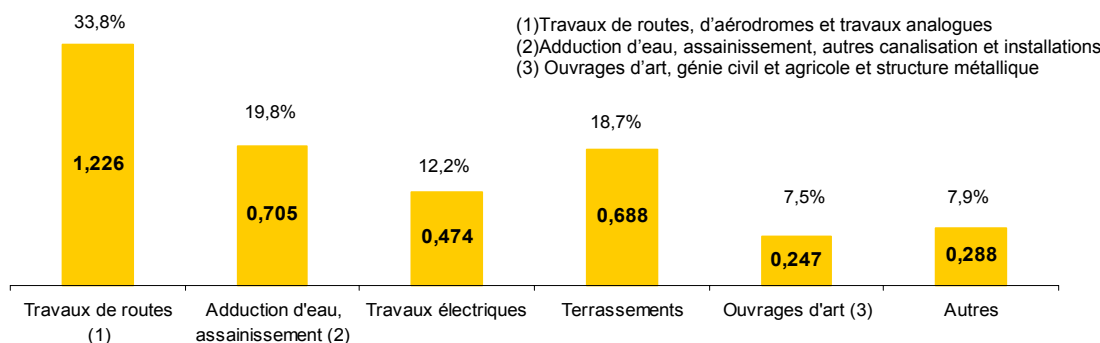
Source : Fédération Régionale des Travaux Publics Rhône-Alpes - Unité : Milliards d'euros courants HT - *estimation

Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité Travaux Publics

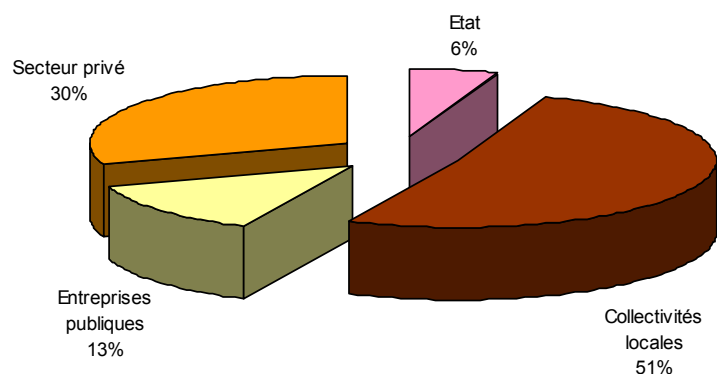


Source : Enquête trimestrielle Fédération Régionale des Travaux Publics/ Fédération Nationale des Travaux Publics/INSEE

Répartition des travaux réalisés dans les différents domaines d'activité

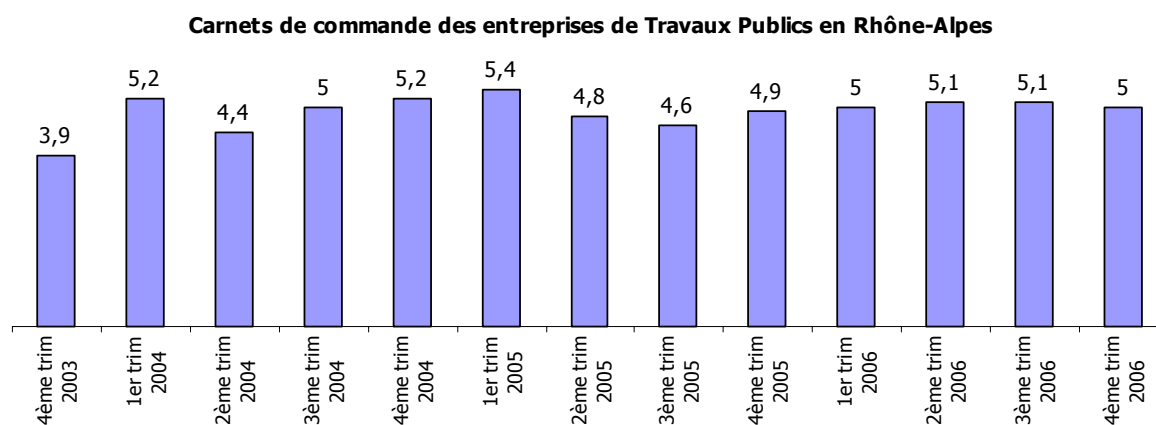


Source : Fédération Régionale des Travaux Publics Rhône-Alpes - Unité : milliards d'euros courants HT



Des carnets de commande « bien remplis »

Les carnets de commandes des entreprises de Travaux Publics, en Rhône-Alpes, sont toujours « bien garnis » : 5 mois de travaux sont assurés par les travaux en cours et par ceux à effectuer.



Source : Fédération Régionale des Travaux Publics Rhône-Alpes - unité : 1 mois

Les projets routiers du Conseil Général du Rhône

Routes Départementales hors agglomération lyonnaise

1 - RD 11 - Déviation du Pont de Thurins

Prise en considération le 13 mai 1997.

Montage financier : Coût : 6 millions d'euros.

Échéancier : Concertation publique réalisée. Poursuite des études en cours.

2 - Aménagement de la RD 315

Rectification et calibrage de l'itinéraire entre Givors et Vernaison.

Chaussée bidirectionnelle (2 x 1 voies).

Montage financier : Coût : 3,8 millions d'euros.

Échéancier : Etudes en cours

3 - Aménagement de la RD 337

L'objectif est de donner un rôle de rabattement de cet itinéraire sur l'A.6 entre Beaujeu et Belleville. Opération de sécurité, créneaux de dépassement.

Montage financier : Coût : 6 millions d'euros à la charge du Département.

Échéancier : Etudes en cours

4 - RD 385 - Déviation de Breuil

Déviation d'agglomération.

Montage financier : Coût : 4 millions d'euros.

Échéancier : Concertation publique réalisée. Enquête publique fin 2007

5 - RD 313 - Aménagement entre la RD 31 - « La Tracole » et la RD13 E route de Saint-Vérand

Prise en considération de la première tranche en juillet 1997.

Montage financier : Coût : 6,5 millions d'euros.

Échéancier : Tranches fonctionnelles successives à poursuivre. Travaux en cours sur la section « la Tracole »

6 - Déviation Sud-Est de Belleville

L'objectif est de dévier la route départementale n°109 qui traverse la partie urbanisée Sud de Belleville. Cette nouvelle voie de 2 km permettra également d'améliorer la desserte des zones d'activités.

Montage financier : Coût estimé : 4,4 millions d'euros.

Échéancier : Concertation publique réalisée. Etudes complémentaires en cours pour la mise au point du dossier d'enquête d'utilité publique.

7 - Aménagement de la traverse de Lozanne

L'objectif est de sécuriser et fluidifier la circulation sur la RD 385 et de faciliter les échanges aux deux carrefours avec la RD 30, tout en facilitant la desserte de la gare, des commerces riverains et de la zone d'activités des Prés-Secs.

Montage financier : Coût estimé : 7 millions d'euros.

Échéancier : concertation publique réalisée en 2005, enquête publique à réaliser fin 2007.

8 - Aménagement de la traverse des Sept-Chemins (Brignais, Vourles, Orliénas)

L'objectif est de sécuriser et fluidifier la circulation sur les RD 386 (ex RN 86) et RD 42, depuis la sortie sud de Brignais jusqu'au sud du hameau, tout en facilitant la desserte des commerces riverains et de la zone d'activités de Vourles.

Montage financier : Coût estimé : 1.5 millions d'euros.

Échéancier : études en cours, pour un aménagement des trois carrefours en 2007 et 2008.

Routes Départementales structurantes sur le territoire de l'agglomération lyonnaise

1 – Liaison RD 489 (le Tupinier) – RD 30 (Marcy l'étoile)

L'objectif est de rabattre le trafic provenant du nord par la RD 30 sur la RD 489 en le déviant des zones urbaines comprises entre Marcy l'étoile et Grézieu la varenne. Longueur : 6,4 km à 2 voies.

Montage financier : Coût estimé : non déterminé

Échéancier : nouveau périmètre d'études inscrit aux plans locaux d'urbanisme en juillet 2005.

2 - Déviation de Chaponost (RD 50)

L'objectif est de protéger le centre de Chaponost contre un accroissement du trafic et améliorer les déplacements domicile-travail entre l'Ouest et le centre de l'agglomération Lyonnaise. Longueur : 4,8 km à 2 voies.

Montage financier : Coût estimé : 10,7 millions d'euros.

Échéancier : Etudes en cours.

3 - Déviation de Colombier-Saugnieu (RD 29)

L'objectif est de protéger le centre de Colombier-Saugnieu contre l'accroissement du trafic lié au développement de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry et des zones d'activités de Nord-Isère. Longueur : 6 km à 2 voies.

Partenaire : commune de Colombier-Saugnieu

Montage financier : Coût estimé: 11,4 millions d'euros.. Acquisitions foncières prises en charge par la commune.

Échéancier : Etudes en cours, enquête publique réalisée fin 2006. DUP prévue pour second semestre 2007

4 - Déviation de Pusignan (RD 517)

L'objectif est de dévier le trafic de transit et de prolonger le contournement Sud de Meyzieu. Longueur : 5.3 km à 2 x 2 voies.

Montage financier : Coût estimé: 18,2 millions d'euros.

Échéancier : D.U.P. prononcée le 18/01/1999

Travaux démarrés fin 2005 – Mise en service de la 1ere section : Automne 2007 – Travaux de terrassement de la seconde section prévus courant 2008.

5 - Contournement Est de Meyzieu

L'objectif est de dévier le trafic de transit et de prolonger le contournement Sud de Meyzieu. Il s'agit aussi d'améliorer la desserte PL des zones d'activités économiques de Meyzieu. Longueur : 3 km à 2 voies.

Montage financier : Coût estimé: 3,7 millions d'euros.

Échéancier : DUP prononcée le 30 juin 2005. Enquête parcellaire réalisée. Etudes en cours. Déviation de réseaux prévue courant 2007

6 - Aménagement d'une voie nouvelle déviant le bourg de Chasselay (RD 16)

L'objectif est de supprimer les trafics de transit dans l'agglomération de Chasselay. Création d'une voie nouvelle de 5,4 km entre le carrefour RD 306—RD 42 et le carrefour d'accès à la ZI de Quincieux sur la RD 51.

Montage financier : Coût : 14.81 millions d'euros.

Échéancier : DUP prononcée le 3 juin 2005 ; études détaillées en cours.

7 - Déviation de Communay (RD 150)

L'objectif est de dévier le trafic du centre ville et d'améliorer la desserte des zones d'activités de Chasse-sur-Rhône, Ternay et Communay. Longueur : 3 100 m à 2 voies.

Partenaires

Conseil Général de l'Isère

Communauté de communes du Pays de l'Ozon

Communauté de Communes du Pays Viennois

Montage financier : Coût estimé: 12 millions d'euros

Financement :

Département du Rhône 1/3

Département de l'Isère 1/3

Communauté de commune du Pays de l'Ozon 2/9

Communauté de Communes du Pays Viennois 1/9

Échéancier : DUP prononcée le 29 juillet 2005. Etudes détaillées en cours.

8 - Boulevard Urbain Est - section Nord

L'objectif est de préserver les centres urbains de Décines et de Vaulx-en-Velin des circulations de transit. Il s'agit aussi d'améliorer l'accès à la zone industrielle de Vaulx-en-Velin et à la Rocade Est. Longueur : 1 900 m à 2 x 2 voies

Montage financier : Coût estimé: 10 millions d'euros

Échéancier : Programmation non arrêtée. Etudes en cours.

Le volet routier du Contrat de Plan État Région

Selon la Direction Régionale de l'Équipement Rhône-Alpes, pour l'année 2006, 63,6 millions d'euros ont été affectés par l'État et 115,2 millions d'euros tous financeurs confondus. Il s'agit d'une enveloppe supérieure de 25% à une année moyenne du CPER.

Ces montants comprennent les subventions hors-taxé que l'État attribue aux conseils généraux suite au transfert d'une partie du réseau routier national en 2006. Elles s'inscrivent dans le cadre de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui régit le contrat État-région pour le volet routier en particulier.

A fin 2006, le montant total affecté au titre du volet routier du Contrat de Plan est donc de 295,7 millions d'euros pour l'État et 651,3 millions d'euros tous financeurs confondus.

Le taux d'avancement du Contrat de Plan Etat-Région, à fin 2006, calculé sur la part État, est de 81,9%.

Pour 2007, la programmation est actuellement estimée à 66,6 millions d'euros (part État) dont 34 millions d'euros sur les programmes contractualisés.

L'achèvement du volet routier du contrat État-région est prévu en 2008. A partir de 2009, les programmes de développement et de modernisation par itinéraire (PDMI) prendront le relais des contrats pour les programmes d'investissement à réaliser sur le réseau routier national.

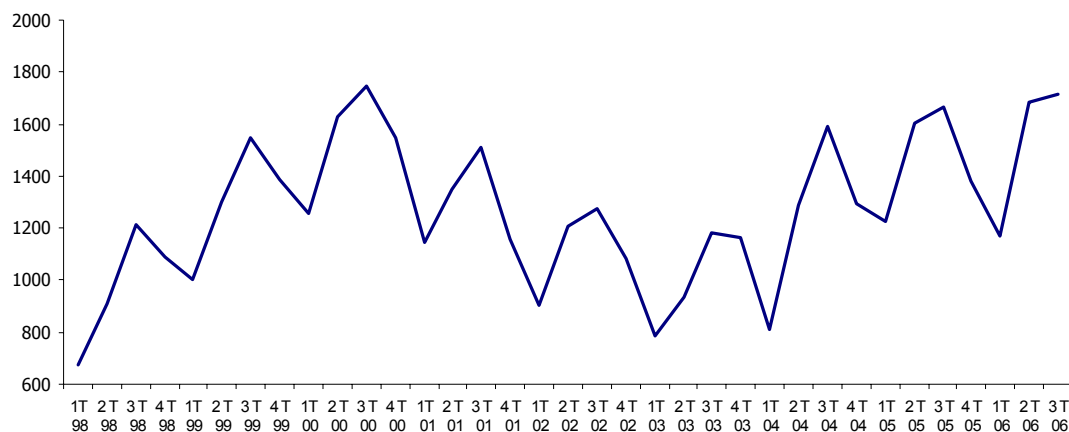
Un premier recensement des opérations routières à réaliser dans un futur proche a été réalisé par les services de l'équipement dans une optique d'aménagement du réseau par grands itinéraires. Le Ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer a donné mandat au Préfet de région au premier semestre de l'année 2007 afin qu'il consulte les collectivités sur la démarche engagée. Les conclusions de cette consultation devraient permettre d'arrêter les PDMI en fin d'année 2007.

Une production limitée par l'insuffisance de personnel

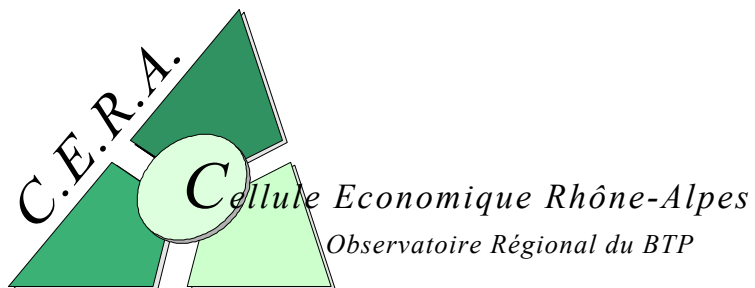
Les contraintes de production liées à l'insuffisance de personnel se sont accrues en 2005.

54% des chefs d'entreprises déclarent être limités par l'insuffisance de personnel pour augmenter leur production.

Evolution de l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics dans le Rhône de 1995 à 2006



Source : CERA / MES-DARES - Unité : Equivalent Temps Moyen



Cellule Economique Rhône-Alpes
Le Britannia - Allée C - 20, boulevard Eugène Deruelle
69432 Lyon cédex 02
Tél : 04-72-61-06-30 - Fax : 04-78-14-57-08 - E-Mail : cera-btp@tiscali.fr
Site Web : www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr

Edition Mars 2007